

## La difficile union des gauches péruviennes

ANALYSE

CHRYSTELLE BARBIER  
LIMA - correspondance

**AUTREFOIS ALLIÉE DE M. HUMALA, L'ACTUEL CHEF DE L'ÉTAT, LA GAUCHE SE CONSIDÈRE DÉSORMAIS DANS L'OPPOSITION ET VISE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2016**

Former un front de gauche pour faire face à l'année électorale 2016 qui approche... L'idée a convaincu plusieurs dirigeants emblématiques de la politique péruvienne comme l'ex-maire de Lima, Susana Villaran (Force sociale) ou l'ancien premier ministre Salomon Lerner Ghitis de Citoys pour le changement, jusque-là dispersés dans différents mouvements. « C'est un front qui regroupe des partis de gauche, du centre, des mouvements régionaux, des intellectuels ou encore des groupes de chrétiens », précise Yehude Simon, président du Parti humaniste du Pérou, qui, à 67 ans, ne cache pas ses ambitions présidentielles, mais assure qu'il s'en remettra à la décision du nouveau front, baptisé Unis-toi pour une autre démocratie.

Dans moins d'un an, les Péruviens éliront leur nouveau chef de l'Etat. Qui succédera à Ollanta Humala Tasso, le capitaine de réserve de l'armée élu en 2011 sur un programme nationaliste qui promettait la « grande transformation » du pays ? La Constitution interdit à l'actuel président de se représenter. Au plus bas dans les sondages – 10% d'approbation fin juin –, il aurait eu du mal à reconquérir un électorat globalement déçu. La présidence de M. Humala a laissé un goût amer à une grande partie des forces de gauche qui avaient appuyé

sa candidature face à celle de Keiko Fujimori, la fille de l'ancien président emprisonné pour corruption et violation des droits de l'homme dans les années 1990. Elles lui ont reproché de ne pas avoir réformé le système économique en place.

Au lendemain de son élection, le président nationaliste avait convoqué de grandes figures de la gauche traditionnelle. Salomon Lerner Ghitis avait été nommé à la tête d'un gouvernement qui intégrait des membres de la société civile. Les prises de position du président Humala ont vite été critiquées par ses anciens alliés. Sa fermeté sur le maintien du projet minier Conga auquel il s'était opposé durant la campagne a ouvert une brèche profonde entre le chef de l'Etat et cette partie de l'électorat qui l'avait soutenu. Résultat : de nombreux congressistes comme Javier Diez Canseco, le fondateur du Parti socialiste, se sont éloignés de Gana Perú, l'alliance électorale créée avec le Parti nationaliste.

Autrefois alliée de M. Humala, la gauche se considère désormais dans l'opposition et vise la prochaine présidentielle. « On ne veut pas que Keiko Fujimori ou l'ex-président Alan Garcia [du parti social-démocrate de l'APRA] gagne, nous voulons gagner pour montrer au pays que la gauche peut diriger un pays moderne en donnant la priorité à l'inclusion et aux investissements », insiste M. Simon, qui voit dans l'union la seule chance de victoire face aux diverses candidatures de droite. Sans surprise, les premières fractures sont venues de son propre

camp. Des personnalités comme l'ancien prêtre Marco Arana de Terre et Liberté (gauche écologiste) ont reproché à M. Simon d'avoir dirigé le gouvernement de M. Garcia. Le Front ample auquel appartient Terre et Liberté a affirmé qu'il ne ferait pas partie de ce nouveau mouvement jugé illégitime.

## « CHANGEMENT GÉNÉRATIONNEL »

Enfin, un troisième bloc s'est constitué autour du jeune député Sergio Tejada, dissident du nationalisme, et de l'ancien procureur anticorruption Julio Arbizu, qui refuseraient aussi, pour l'instant, la proposition de se joindre à Unis-toi pour une autre démocratie. Des divisions qui rendent illusoire les rêves des intellectuels qui souhaitaient reconstituer la Gauche unie d'Alfonso Barrantes, qui avait remporté la mairie de Lima en 1983, une époque – les années 1970 et 1980 – où la gauche péruvienne était influente. Certes, des divisions sont apparues à propos du Sentier lumineux, un groupe communiste marxiste-léniniste en guerre contre l'Etat, et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru – deux mouvements sanguinaires à l'origine du conflit qui a fait près de 70 000 morts entre 1980 et 2000. « Mais les partis de gauche ont vite pris position face à ces groupes qui ont assassiné de nombreux dirigeants populaires communistes de l'époque », rappelle l'analyste politique Santiago Pedraglio.

Pour M. Pedraglio, plus que le conflit et les groupes armés, c'est surtout la division des po-

litiques de « gauche unie » en 1989 qui est à l'origine de la décadence actuelle de la gauche. Vingt-cinq ans après, elle manque toujours de représentativité. « Elle est présente dans les médias, mais pas forcément sur le terrain ou dans les mouvements sociaux », constate M. Pedraglio. Pour cet analyste, une union serait envisageable si un candidat s'imposait, ce qui n'est pas le cas. Chaque composante de gauche se cherche un leader qui se fait attendre. Mais face aux dirigeants historiques apparaissent de jeunes figures qui séduisent des analystes comme Steven Levitsky, qui exhorte au « changement générationnel ». Parmi elles, on remarque notamment Marisa Glave, la conseillère municipale de M<sup>me</sup> Villaran, ou encore la députée de Cuzco, Veronika Mendoza, qui, à 35 ans, fait de plus en plus parler d'elle et de ses idées.

Au pays des outsiders où les élections se jouent souvent dans les derniers jours avant le vote, il reste encore beaucoup de temps aux partis pour se prononcer. La situation peut évoluer en juillet, où de nombreux congrès sont prévus. « Plus que de droite ou de gauche, ce que cherchent les électeurs, c'est une alternative avec une personnalité qui puisse résoudre leurs problèmes », souligne M. Pedraglio. Mais dans la conjoncture actuelle, marquée par l'insécurité et des doutes sur l'état de l'économie, l'analyste estime que la balance penche plus en faveur d'une droite autoritaire dure que d'une gauche réformiste. ■

chrys\_barbier@yahoo.com

## LETTRE DE BRUXELLES

JEAN-PIERRE STROOBANTS

## Quand la Belgique exfiltre secrètement 244 chrétiens d'Alep

Ils sont 25, issus de la société civile et de toutes confessions, mobilisés par Logia, un groupe de réflexion chrétien. Avocats, médecins, fonctionnaires, mais aussi anonymes, en grande majorité. Restés dans l'ombre parce qu'ils refusent la publicité ou craignent pour leur sécurité.

Emu par la situation de la population chrétienne d'Alep, en Syrie, prise en tenaille par les troupes de l'Etat islamique, de Jabhat Al-Nosra et l'armée du régime Assad, ce petit comité de personnalités a monté – et réussi – une étonnante opération de sauvetage de 244 habitants. Arrivées en Belgique, ces personnes vont acquiescer le statut de réfugié, comme 5 500 autres Syriens déjà présents dans le royaume.

Sept groupes au total ont quitté Alep depuis le mois de mai pour rejoindre le Liban, après un examen préalable par les services de renseignement belges. Ils sont passés par un corridor routier, large de quelques centaines de mètres seulement, dernière issue pour quitter la ville dévastée. Des fonctionnaires belges ont fait en sorte qu'ils puissent franchir la frontière syro-libanaise sans encombre. Arrivés à Beyrouth, l'ambassade belge leur a fourni un visa, et ils ont alors pu embarquer dans un avion pour Bruxelles. Avec un billet qu'ils ont payé eux-mêmes, ou avec l'aide du comité.

Les personnalités à l'origine de cette action inédite ont d'abord contacté le premier ministre, Charles Michel, le ministre des affaires étrangères, Didier Reynders, et le secrétaire d'Etat à la migration, Theo Francken. Ce dernier, un nationaliste flamand mis en cause au début de son mandat pour ses liens douteux avec l'extrême droite, est un partisan d'une politique dure en matière d'immigration. Il a toutefois marqué très vite son intérêt pour cette initiative, mise au point par un ancien ambassadeur en Syrie qui disposait de quelques réseaux sur place. Un prêtre belge, encore présent dans le pays, aurait également contribué au succès de cette exfiltration que les ministres ont décidé de médiatiser, mercredi 8 juillet, suscitant les premières questions – et les premières critiques.

Des membres du comité, qui espéraient rééditer l'opération, se demandent, en effet, s'il ne leur sera pas plus difficile, à l'avenir, d'organiser la fuite d'autres personnes. Certains s'interrogent, quant à eux, sur la manière dont les réfugiés ont été sélectionnés. « Cela a été la phase la plus difficile », souligne le psychiatre Peter Adriaenssens, qui a participé au projet. Il affirme qu'ont été privilégiées les familles avec enfants, « pour l'avenir de la Syrie ».

« Il s'agit uniquement de membres de la petite communauté maronite ; d'autres chrétiens répondaient aux critères fixés par la Belgique mais n'ont pas reçu leur chance », a affirmé, dans le quotidien *De Standaard*, un responsable de la communauté à Alep.

## EFFETS COLLATÉRAUX

Et pourquoi avoir privilégié uniquement des chrétiens ? « Je m'attendais à ce que cela suscite des critiques. Ces personnes ne sont pas sauvées parce qu'elles sont chrétiennes, mais parce qu'elles figurent parmi les plus vulnérables dans la guerre civile », explique M. Francken, appuyé par une représentante de l'ONU qui ne voit « pas de problème » dans ce choix, les chrétiens étant, souligne-t-elle, des « cibles privilégiées » dans le conflit syrien. Alep comptait 160 000 chrétiens, il n'en reste plus que 55 000, expliquent les autorités belges.

Des ONG redoutent toutefois les effets collatéraux de la décision de leur gouvernement. Brigitte Hermans, experte pour Pax Christi, craint que le régime tire profit de cette affaire, lui qui avance que l'Etat islamique représente la principale menace pour les populations civiles. D'autres sources disent craindre des tensions entre les chrétiens maronites et les autres communautés d'Alep.

Enfin, certains observateurs n'hésitent pas à parler d'une « opération de relations publiques » de la part d'un gouvernement, critiqué pour son peu d'engagement en faveur des réfugiés. Le gouvernement de M. Michel n'a, par ailleurs, toujours pas fixé de ligne claire quant à l'accueil de demandeurs d'asile et de réfugiés (syriens et érythréens) auquel la Commission européenne convie les pays membres de l'Union. Comme d'autres, il critique les critères élaborés par la Commission mais n'indique pas s'il est prêt à s'engager dans une opération humanitaire concernant, celle-là, 64 000 personnes au total.

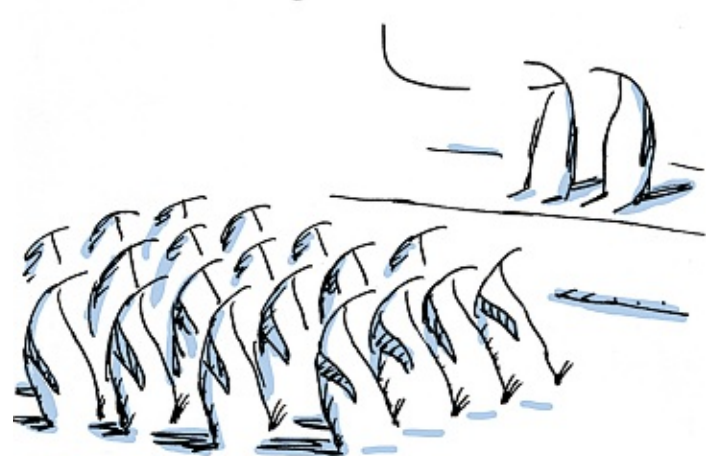
Dernier élément troublant : l'affaire survient alors que les dirigeants d'une des principales ONG flamandes s'occupant de réfugiés viennent de recevoir leur avis de licenciement. Motif officiel : « Raisons budgétaires. » « On ne veut plus investir dans une organisation critique alors même que nous vivons la plus grande crise depuis la seconde guerre mondiale », souligne Els Keytsman, la directrice de Vluchtelingenwerk Vlaanderen. L'organisation, devenue partenaire des pouvoirs publics fédéraux, se dit victime d'un « choix politique ». ■

stroobants@lemonde.fr

**CERTAINS OBSERVATEURS N'HÉSITENT PAS À PARLER D'UNE « OPÉRATION DE RELATIONS PUBLIQUES »**

## LES INDÉGIVRABLES PAR GORCE

Tous parfaitement du pas : même plus besoin de faire traduire « Eins, zwei » en grec.



## Cette dévorante passion vietnamienne

## LE LIVRE DU JOUR

ALAIN FRACHON

Dans la catégorie des anciens correspondants de presse, diplomates ou autres Européens ayant séjourné en Asie ou en Afrique, il y a les inconsolables, les âmes blessées à jamais, les nostalgiques. Ils ne se remettent pas – de la Chine, du Vietnam, de la brousse, de la côte ou de la ville africaine. Ils sont malades. On les voit s'en allant « baguetter » un porc sucré ou déguster leur poulet yasa dans quelque gargote exotique de la capitale, la tête ailleurs : loin, là-bas, où ils furent heureux sans toujours le savoir. Ils en ramènent aussi, c'est une tradition, de merveilleux livres où se mêlent évocations d'amours passées, leçons apprises chez l'autre et confessions plus ou moins intimes.

Lucien Bodard fut leur dernier grand maître, mais on leur connaît bien d'autres parrains. Il arrive qu'ils se retrouvent autour d'une pipe d'opium ou abusent d'autres substances pour aider à faire revenir la mémoire. On ne les dénoncera pas. On sait seulement qu'il faut lire

cet été l'ouvrage de Jean-Claude Pomonti, ancien correspondant du *Monde* en Asie du Sud-Est : une centaine de pages, ciselées au bambou le plus élégant, où se mélangent analyses, reportages, réflexions collectées au fil des ans, repères historiques indispensables.

## PLUS QU'UN « DÉCODEUR »

Jean-Claude Pomonti portait ce livre en lui depuis longtemps. Il parle de « Vietnam-passion ». Il dit encore, et si bien : « Le Vietnam n'est pas une guerre. C'est un pays, un peuple, une histoire, une culture façonnés par l'empreinte d'une relation unique avec l'immense Chine voisine. Une terre d'eau, de montagnes et de jungle où l'insubmersible côtoie l'éphémère, où l'on s'assoit le long des rues, sur de petits tabourets, devenus, au fil de l'histoire, les attributs d'une volonté farouche. » Ce petit livre n'est pas un guide, écrit Jean-Claude Pomonti, c'est un « décodeur ». Un peu plus que cela : Pomonti, le pudique, nous livrant sa passion, se livre aussi un peu, entre les lignes.

Pour Philippe Franchini, le Vietnam, c'est une ville, Saigon, où il est né et où son père, marié à une Vietnamienne, dirigeait l'hôtel le plus célè-

bre – le Continental. De ce poste d'observation privilégié, Franchini a saisi sa part de Vietnam, celui des drames, de la colonisation, de la guerre, celle des Français puis celle des Américains. Publié une première fois en 1976, ce livre, *Continental Saigon*, aujourd'hui republié par Equateurs Littérature (318 pages, 21 euros), est aussi le récit d'une déchirure intime, celle de la double culture dans un univers profondément marqué par le racisme.

Cependant, Jean de La Guévière, longtemps l'une des grandes plumes du *Monde* lui aussi, poursuit, avec des livres ornés de superbes photos, reproductions de gravures et peintures, le portrait de ces Français qui s'installèrent « Outre-mer » au début du siècle passé. Après l'Afrique, la Chine, voici les aventures des « longs nez » dans l'Empire céleste (*Les Français en Chine*, Editions Bibliomane, 276 pages, 25 euros). ■

## Vietnam L'éphémère et l'insubmersible

de Jean-Claude Pomonti  
Editions Nevicata, collection « L'âme des peuples », 92 pages, 9 euros